LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 380
JEUDI 31 DECEMBRE 1953
Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION :
145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.
6 MOIS : 500 fr.
AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.
6 MOIS : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le nouveau pantin est élu

LES GUIGNOLS DE VERSAILLES ont fait leur choix

LES comédiens du Congrès de Versailles se sont enfin décidés à nous offrir un Président de la République. Le nouveau fantoche officiel ainsi promu a nom René Coty. Le choix de cet individu ne s'est pas fait sans mal. Malgré le peu d'importance que peut avoir cette élection — le Président n'ayant pratiquement aucun pouvoir — il a fallu 13 tours de scrutin, 7 jours de discussions, de manœuvres louches, de marchandages pour désigner un nouveau pantin.

*

Voyons un peu quel est ce personnage à qui on a confié la plus haute magistrature de l'Etat.

René Coty, âgé de 71 ans est un vieux réactionnaire. Il a derrière lui une longue carrière, un passé riche en services rendus à la bourgeoisie. Adversaire acharné du Front Populaire, il vota les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940. Député indépendant, il est également un des guignols du Conseil de Strasbourg prétendument européen. Son rôle essentiel en tant que président est d'être le « gardien » de la Constitution. Or il a voté contre l'adoption de cette Constitution et a depuis été un farouche partisan de la Révision.

Cet individu nous donne l'impression que l'on a affaire au type achevé de l'hypocrite accompli. S'il a la parole facile, ses discours solennels sont admirablement vides de sens et brillent par la confusion. Sans autorité, sans initiative, cet être parfaitement médiocre a tout ce qu'il faut pour remplir convenablement sa charge. Il est inutile de parler de sa conjointe, la grosse présidente, énorme dondon dont le rôle paraît-il, est de faire la réclame à nos grands couturiers !

*

Certains ont prétendu que l'élection présidentielle était l'occasion d'une lutte entre partisans et adversaires des accords de Bonn et de Paris. En réalité la C.E.D. n'a nullement été déterminante et elle a médiocrement influencé les membres du Congrès de Versailles. La droite antieuropéenne, un certain nombre de radicaux votèrent pour Laniel. Coty, également partisan des fameux accords recueillit la majorité des R.P.F. En revanche beaucoup de ceux qui adoptèrent la C.E.D. accordèrent leurs voix à Naegelen.

*

L'enjeu a été tout autre et c'est ce qui explique l'invraisemblable comédie du Congrès, qui a duré plus d'une semaine.

La Franc-Maçonnerie qui compte la majorité de ses troupes chez les radicaux valoisiens et dans la S.F.I.O. avait juré de faire passer un de ses hommes. Surtout il fallait interdire l'entrée de l'Elysée au nom de la vieille tradition laïque et anticléricale, à tout candidat catholique. Aussi un barrage impitoyable fut opposé à tout aspirant président fréquentant l'Eglise. La plupart des membres de la « gauche », socialistes et valoisiens,

Jean MASSON.

(*Suite page 2, col. 2.*)

1954 *En avant !*

L'ANNÉE 1953 s'achève. Elle s'achève sur la honte et l'impuissance du régime étalées au grand jour avec la foire aux présidents qui vient de se tenir à Versailles. Mais elle s'achève surtout sur une certitude qui a fait place aux espoirs des années précédentes : la montée victorieuse de la classe ouvrière internationale. L'insurrection de Berlin-Est, les grèves d'août, les grèves en France, en Italie, en Grande-Bretagne, aux U.S.A., les soulèvements indomptés dans tous les pays coloniaux, sont venus apporter une confirmation éclatante à la justesse de nos vues et de nos positions, à notre confiance dans la marche en avant vers la Révolution. Qui aurait cru avant juin 1953 que nous avions vu si juste lorsque notre combat 3e Front affirmait la possibilité de la lutte à l'Est comme à l'Ouest, lorsque nous affirmions que le 3e Front était une énorme puissance représentant les aspirations non encore exprimées du prolétariat dans les deux blocs impérialistes ?

L'année qui s'ouvre sera riche, plus encore, de faits marquants dont le contenu révolutionnaire sera encore plus net. Mais pour que ces faits acquièrent toute leur signification, pour que les travailleurs ne soient pas frustrés de leurs efforts, pour que la conscience croissante des masses aboutisse à une action efficace, il faut que les révolutionnaires soient en mesure de faire entendre leur voix, de montrer clairement les buts et d'indiquer sans équivoque les moyens de la victoire. Il faut donc une direction révolutionnaire capable d'interpréter les événements et d'exprimer la volonté profonde du prolétariat. Il faut donc que notre Fédération Communiste Libertaire qui a déjà progressé au cours des événements de 1953, que notre « *Lib* » dont l'audience n'a fait que s'accroître auprès des travailleurs, se développent davantage encore au cours de l'année 1954.

Nous savons que nous pouvons compter sur le soutien actif de nos lecteurs, de nos sympathisants dont beaucoup, nous en sommes sûrs, viendront renforcer les rangs des militants de la F.C.L.

Leur appui ne s'est jamais démenti. Les souscriptions, les abonnements, le succès de notre dernier gala du *Lib* en font foi.

Nous leur demandons, aujourd'hui, de faire plus, de faire le maximum.

Grâce à vous, camarades, amis du *Lib*, notre journal doit retrouver, très vite, sa parution hebdomadaire. Grâce à vous, il doit conquérir des milliers de lecteurs nouveaux.

Pour la Révolution, un *Lib* plus puissant, une F.C.L. plus forte, tels sont les vœux que nos lecteurs formulent avec nous, nous en sommes certains, pour l'année nouvelle.

LIB

LA GRÈVE DES P.T.T.

La volonté de la base : Il fallait élargir le mouvement

« Malgré la trahison, la lutte continue », titrait « Le Libertaire » à la fin des magnifiques grèves de l'été dernier. Il exprimait ainsi la volonté de tous les travailleurs et particulièrement de ceux des P.T.T. qui reprenaient le travail.

Leur grève trahie n'avait pas apporté satisfaction à leurs revendications, mais elle leur avait permis, en forgeant leur unité, de prendre conscience de leur force en vue des batailles futures. Voulant rester prêts à reprendre la lutte, ils transformèrent en COMITES D'ACTION les Comités de Grève qu'ils avaient créés au cours de leur mouvement. C'était le signe d'une combativité maintenue, même après la reprise du travail.

Cette combativité se traduisit par de nombreux débrayages limités qui, en ce qui concerne les ambulants et les bureaux-gares, devaient aboutir, le 21 décembre, à une action de plus grande envergure. Cette action, déclenchée au moment de l'accroissement du trafic du à la période des fêtes de fin d'année, démarrait ainsi dans les conditions les plus favorables. Et les postiers reprenaient à leur compte les revendications qui n'avaient pu aboutir au mois d'août.

PARTI DE LA BASE, le mouvement a obtenu rapidement le soutien de la Fédération Autonome et de la Fédération C.G.T. Les postiers en lutte, du fait du caractère NATIONAL de leurs revendications, voulaient que le mouvement soit reconnu, appuyé, généralisé par les organisations syndicales.

Ils demandaient à ces organisations de prendre une position nette en lançant un ordre de grève qui eût unifié et amplifié le mouvement. Et cette exigence venait aussi bien des adhérents de toutes les organisations que des inorganisés.

Il a fallu que les chefs Force Ouvrière et C.F.T.C., une fois de plus, se tiennent à l'écart, TRAHISSANT AINSI LEURS PROPRES SECTIONS DE BASE, toutes dans la lutte dès le début.

Il a fallu, aussi, que les dirigeants de la C.G.T., appelés sur les instances des Autonomes, à donner un ordre de grève dès le début, attendent le 22 au soir pour se limiter à un ordre de grève d'avertissement jusqu'au 25 décembre, à 20 heures. C'est seulement à ce moment que les responsables F.O. des Ambulants se décidèrent à appuyer leurs adhérents, et toujours sans l'accord de leur Centrale F.O., et malgré l'opposition du fameux Mourguès.

Il faut dire que C.G.T. et Autonomes entendaient reconduire la grève après l'échéance du 25 décembre, mais LE MANQUE D'ENERGIE ET DE NETTETE de leur premier mot d'ordre permettait justement aux officiels de F.O.

FLAMAND.

(*Suite page 2, col. 5.*)

Atomique ou non, la guerre reste l'issue du capitalisme

LA question du contrôle du désarmement atomique revient à l'ordre du jour. Tous les projets élaborés pour satisfaire, en apparence, les désirs pacifiques des peuples, ressortent des cartons des diplomates. Chacun des portes-paroles des deux blocs va s'efforcer, par de brillantes interventions à l'O.N.U. (reprises par les propagandistes intéressés de la grande presse), de démontrer à l'opinion publique que le bloc impérialiste qu'il représente n'est animé que par des sentiments pacifistes sincères.

Les diplomaties sont coutumières des informations sensationnelles, usant tour à tour de l'optimisme ou du pessimisme. Douche écossaise visant, d'une part à dérouter l'adversaire, d'autre part à prouver aux peuples qu'ils prétendent représenter le bien-fondé de leur politique, qualifiée évidemment de pacifiste.

Reprenant donc une vieille controverse sur le désarmement atomique, ou, si l'on préfère, la non-utilisation des armes atomiques, Eisenhower, dans son discours devant l'Assemblée générale de l'O.N.U., déclarait que la paix ne pourrait être assurée si un accord ne pouvait être conclu avec la Russie, concernant la mise hors la loi des armes atomiques. Il était également fait état, dans ce discours, d'extermination de l'humanité par une utilisation massive des armes atomiques, de la disparition de plusieurs siècles de civilisation, etc... En somme, beaucoup de belles phrases empreintes des plus purs sentiments humanitaires, beaucoup trop pour un chef d'Etat qui, plus est, se double d'un général, et qui reste le représentant d'un pays qui a jeté la première bombe atomique.

Mais, la Russie stalinienne ne veut pas être en reste, Molotov recevant l'ambassadeur U.S. à Moscou, lui déclare que le gouvernement soviétique était prêt à considérer avec tout le sérieux nécessaire les propositions faites par Eisenhower devant l'O.N.U. Mais, de tout ecci, il apparaît que toutes ces belles déclarations ne sont que pâture destinée à la propagande, que ce soit aux U.S.A. ou en Russie. Des restrictions ultérieures se chargent d'ailleurs, en pareil cas, de refreiner l'enthousiasme des naïfs, qui pensaient déjà que la grande embrassade entre les dignitaires du capitalisme et les tenants de la bureaucratie soviétique allait être amorcée par une entente sur les armes atomiques.

Nous sommes encore loin d'un accord possible sur cette question, que certains politiciens puérils affectent de considérer comme un premier pas vers le désarmement. Et, pour surenchérir sur ses propositions, le département d'Etat U.S. fait annoncer, avec force publicité, qu'un savant américain vient de trouver un procédé permettant de dénaturer les matériaux atomiques, afin de les empêcher de servir à des fins guerrières. Les tenants du capitalisme ou les usurpateurs du socialisme s'évertuent à tromper les peuples, en affectant des désirs pacifiques, et cela est dans la logique de leur politique, mais il apparaît que des gens, considérés comme des pacifistes sincères, soient prêts encore à suivre cette grossière manœuvre des diplomaties, ceci est le comble. Force est de nous rappeler la période d'avant 39, où les pacifistes intégraux déclaraient très sérieusement que la guerre qui venait serait totale et, qu'avec les connaissances scientifiques en matière de gaz et de bactéries, c'était toute l'humanité qui allait disparaître. La guerre eut lieu et, bien entendu, chacun des belligérants possédait leurs gaz et leurs bactéries et ne les utilisèrent pas.

Il en sera de même demain pour les armes atomiques, elles seront inutilisées, que ce soit par suite de conventions ou pour raisons tactiques (chacun des belligérants pouvant raser le territoire de l'adversaire).

Mais le problème de la guerre des deux blocs demeure, avec ou sans armes atomiques la guerre peut avoir lieu. Et le véritable barrage contre cette éventualité, c'est seulement le pacifisme révolutionnaire qui peut le dresser. C'est la guerre de classes de tous les prolétariats dans leurs pays respectifs qui, en posant le problème de classes, en arrachant sans cesse par la lutte de nouvelles revendications, ébranlent le système économique établi et, par les manifestations de tous ordres, à la faveur des événements, font reculer la guerre des deux blocs. Un prolétariat combatif, restant fidèle à l'esprit de l'internationalisme prolétarien, reste le facteur qui fait réfléchir les dirigeants des impérialismes avant toute aventure guerrière.

C'est la seule lutte valable contre une nouvelle guerre mondiale. C'est celle à laquelle la Fédération communiste libertaire appelle les travailleurs en France pour lutter à ses côtés.

Roger CARON.

Noël et la situation matérielle des travailleurs

UNE tradition fait que les fêtes de Noël et du Jour de l'An sont l'occasion de festins et d'amusements de toutes sortes. Pour la plupart des travailleurs, hélas ! tout cela est à peu près totalement inconnu. En ces jours de fête ils ont le choix entre aller se coucher ou bien écouter le bruit des ripailles bourgeoises.

En effet, pour l'ouvrier, la situation matérielle devient de plus en plus critique, l'existence de plus en plus pénible. Ses possibilités se réduisent considérablement chaque jour. Son niveau de vie baisse constamment. La majeure partie des travailleurs ont à peine de quoi se nourrir convenablement. Aussi combien, en cette période de fêtes, n'ont pu se payer le moindre extra, combien n'ont pu faire à leurs gosses le plaisir de quelques cadeaux ?

Pour nombre d'entre eux la crise du logement est loin d'être résolue. Ils doivent très souvent se contenter de taudis infects. Des familles nombreuses s'entassent dans des chambres d'hôtel étroites et, la plupart du temps, malsaines et humides. Les propriétaires, eux, profitent de l'occasion pour imposer des loyers hors de prix.

A côté de cela l'insécurité grandit. Des menaces redoutables s'accumulent.

En effet, sur tous les domaines de l'industrie plane actuellement le danger d'un chômage massif. Le monde ouvrier est en but à des licenciements considérables. Une misère noire, un manque à peu près total de ressources attendent des centaines de mille de travailleurs. De ce fait ceux qui resteront employés auront à subir un régime de surtravail. Ils devront se soumettre à toutes les exigences du patron et accepter de faire d'épuisantes journées de travail pour un salaire de famine.

D'autre part les quelques faibles droits, les quelques libertés politiques et syndicales sont réduits chaque jour. L'autoritarisme, la dictature s'étendent partout progressivement et la menace d'un nouveau cataclysme mondial est loin d'être écartée.

Une situation matérielle misérable, de tristes perspectives pour l'avenir voilà actuellement le lot des prolétaires.

J. BONNEUIL.

(*Suite page 2, col. 1.*)

Méthodes fascistes et policières contre les Nord-Africains

Un correspondant nord-africain nous fait parvenir la note ci-jointe adressée par le caïd de Sedrata à un de ses compatriotes fraîchement débarqué en France. Nos lecteurs pourront ainsi juger les méthodes policières inadmissibles perpétrées à l'encontre des nord-africains qui viennent travailler en France.

Sédrata, le 25 novembre 1953.

Le Caïd BOUBEKEUR Mohamed,
Douar Maida,
Commune Mixte de Sédrata.

Monsieur,

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître par retour du courrier et dans les plus brefs délais :

1° Votre adresse exacte (nom du propriétaire de l'immeuble que vous occupez).

2° Adresse du café ou cercle que vous fréquentez ainsi que le nom du propriétaire.

3° Le lieu où vous travaillez (nom de l'entreprise, votre spécialité).

4° La date de votre départ de l'Algérie.

Ces renseignements doivent me parvenir sous huitaine.

Dans la négative, je me verrai dans l'obligation de m'adresser au Commissariat de votre arrondissement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sincères salutations.

Après l'exécution de Béria

BERIA, l'ami, le confident de Staline, vient d'être exécuté.

La presse malenkoviste de ce pays tend à nous démontrer que Béria était un traître depuis l'âge de 16 ans. Pour cela, on ne peut complimenter les dirigeants de l'U.R.S.S., car avoir permis à un traître d'accéder à un poste aussi principal pour un gouvernement dictatorial que celui de ministre de l'Intérieur, cela n'est pas permis, et si Béria est traître, les responsables actuels et anciens n'en sont pas moindres et leur légèreté est criminelle.

Mais c'est ici qu'est la faille, car les tenants actuels ne veulent pas passer pour des traîtres et le meilleur moyen, car ils ont le pouvoir en main, est d'être des accusateurs. Ils ne s'en sont pas privés. Mais cela dure depuis quelques décades, à cette différence, cependant, que, durant une période déterminée, il n'y avait qu'un seul accusateur public, et c'était Staline.

On pouvait donc prévoir une certaine unité politique, car il était indéniable qu'il était le juge suprême, le seul arbitre, et si l'U.R.S.S. n'a pas été plus déchirée par la lutte de clans, c'est un peu grâce à Staline.

Mais Staline n'est plus et l'acte le plus retentissant, aussitôt la mort de Staline, a été la réhabilitation des médecins. Cela a permis à la presse de droite et les anticommunistes de « gauche » de se lier intimement et d'exulter. La mort de Staline, par haine antiouvrière, les comblait d'aise. Bien vite ils ont déchanté, et l'annonce de l'exécution de Béria les a abasourdis. Mais, comme ils prennent toujours fait et cause pour les traîtres et, de surcroît, celui-ci était le premier flic de l'U.R.S.S., ils n'hésitent pas à changer leur fusil d'épaule. Malenkov, qui était l'homme de la nouveauté, d'une politique nouvelle en U.R.S.S., celui qui désapprouvait la politique stalinienne est maintenant rangé parmi les dignes continuateurs de Staline, c'est la bête noire, la peste.

Il n'y eut seulement que notre jour-

René GERARD.

(*Suite page 2, col. 6.*)

AMIS LECTEURS,

Adressez désormais toute la correspondance concernant *Le Libertaire*, *Le service de librairie* et *la F.C.L.* à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-Xe, ainsi que tous mandats ou chèques au C.C.P., R. Joulin, Paris, 5.561-76.

La riposte du peuple marocain

LE 8 décembre 1952 les syndicalistes marocains, en signe de protestation contre l'odieux assassinat de Ferhat Hached décident de faire la grève et de manifester... Résultat : plusieurs centaines de prolétaires marocains sont assassinés par la police et on enregistre de nombreuses arrestations. Les colonialistes avouent en partie ce crime trop visible et se justifient en prétendant avoir sauvé l'ordre et la sécurité « troublés un instant par une poignée d'éléments subversifs ». Les colonialistes prétendent que la majorité du peuple aspire à l'ordre et que l'ordre est définitivement retrouvé... Les fédérations marocaines des partis métropolitains adressent d'émouvantes félicitations aux autorités pour l'énergie avec laquelle « elles viennent de sauver le pays de l'anarchie! »

On connaît la suite de l'histoire. Le sultan Sidi Mohammed V est déporté car il est soupçonné de sympathie avec les nationalistes de l'Istiqlal. Moins de deux semaines après son intronisation, le nouveau sultan présenté comme « le sauveur de la démocratie », « l'artisan d'une future démocratisation profonde », « le réformateur » échappe de justesse à un attentat et depuis il ne se passe pas de jour sans que nous comptions un ou deux attentats contre les soutiens du régime.

On assiste à une prise de conscience du peuple marocain qui se traduit dans les faits par une transformation des méthodes de

Michel MALLA.

(*Suite page 2, col. 2.*)

Prochain numéro
du
libertaire
le
14 JANVIER 1954

Étrennes 1954

offrez un abonnement au
LIBERTAIRE

"DIMANCHE-MATIN"

le journal qui se "vend" bien

DANS notre dernier numéro, les lecteurs du *Lib* auront sans doute remarqué un articulet au bas de la deuxième page titré « Chez les salauds » où, rappelons-le, il était question d'un « hebdomadaire parisien » ayant récemment honoré de sa pustuleuse attention le modeste organe des communistes libertaires. Nous signalons ce fait car plusieurs camarades nous ont demandé le nom dudit hebdomadaire, effectivement oublié en sa juste indignation par notre rédacteur. Réparons donc l'omission et citons avec empressement le titre du cher confrère, « Dimanche-Matin », lequel titre saute immédiatement aux yeux par sa puissante originalité, rien qu'à ce détail on reconnaît la griffe des grands journalistes...

Mais soyons sérieux et à propos de grands journalistes et de grands journaux, parlons-en un peu de ce « Dimanche-Matin » bien que l'on ne voie pas le rapport à première vue.

Bien sûr, il y a déjà quelques mois que cette feuille dominico-matinale crachote et notre journal n'a jamais mentionné son existence, alors pourquoi aujourd'hui ? D'abord, nous répondons qu'on ne peut passer son temps à consigner toutes les petites saletés de la presse dite grande, parce que les quatre pages du *Lib* devraient être décuplées et, malgré les inquiétantes « poches pleines » dont nous gratifie généreusement « Dimanche-Matin » (il est vrai que l'on ne parle bien que de ce qu'on connaît bien) nous n'avons encore jamais pu réaliser un tel tour de force. Nous devons nous contenter de deux feuilles et celles-ci sont encore de trop pour vous, collègue, et nous le savons bien mais ceci est une autre histoire.

Revenons-en aux petites saletés précitées en précisant de plus que, si nous avons ignoré « Dimanche-Matin » pendant un certain temps, c'est qu'il nous fallait déterminer quelque peu la « ligne » politique de ce journal, était-il légèrement à gauche tout de même ? modérément à droite ? un peu progressiste sur les bords ? On a attendu, il a même fallu que quelques-uns d'entre nous s'en infligent la lecture régulière, comme si le monde actuel ne nous réservait pas assez d'épreuves ? Enfin, et c'est là l'important, nous ne croyions pas à l'extension de ce nouveau venu dans la course au bourrage de crâne, des concurrents hautement spécialisés et autrement malins étant déjà dans le coup depuis longtemps.

Eh bien ! il faut croire que certains collaborateurs du citoyen Roger Capgras, socialiste dans le temps et présentement directeur de « Dimanche-Matin », en connaissent un bout dans le métier car leur journal se vend, mais oui, et tire maintenant à 105.000 exemplaires selon nos renseignements. C'est pour cette raison principale que nous décidons aujourd'hui à parler de l'organe capgrasien, il y a des travaux de salubrité publique qui ne souffrent pas de retard.

Nous devons parler de ce journal afin d'inspirer une salutaire défiance à ceux de nos amis ou sympathisants qui seraient tentés de l'acheter car nous considérons comme particulièrement néfastes toutes ces feuilles recouvertes d'une mince pellicule gauchisante ; on sait ce que le vernis recouvre dans tous les cas ! Rappelons-nous l'expérience des « Franc-Tireur » et autres « Combat » !

Dans le cas de « Dimanche-Matin » on a un directeur, Capgras déjà nommé, qui entre sa période socialiste et celle de marchand de soupe (l'actuelle) fut marchand de fruits et légumes. Il l'est essentiellement resté et conduit son journal comme une épicerie, en excellent commerçant. Au point de vue journalistique pur, l'homme n'est pas un aigle mais, ayant gagné beaucoup de millions pendant la guerre à Alger à l'Intendance du maréchal anglais R.A.F. Tedder, a voulu se payer un journal et jouer au grand capitaine d'information. Afin de faire fructifier (c'est le mot) son affaire, notre Grand Légumier, conscient de son mince talent de journaliste, sut tout de même prudemment s'adjoindre d'adéquats collaborateurs dont au premier plan son rédacteur en chef Roger Deleplanque considéré comme très adroit, surtout dans le genre sinueux.

Ce travail préparatoire accompli, l'astuce consista à paraître le dimanche matin, excellent jour pour un journal à caractère politique, les seuls concurrents étant une « Huma-Dimanche » au public nécessairement limité, un « France-Dimanche » dont les bobards (« Impressions d'un guillotiné », etc.) ont dépassé la norme courante de jobardise et par conséquent lassé le lecteur le plus obtus, et quelques autres rogatons peu goûtés du public des fins de semaine.

C'est alors que Capgras et son équipe eurent la géniale idée de malaxer tout ça, mi-partie « bobard » mi-partie « politique », une page pour Monsieur, une page pour Madame et Bébé. Il y en a pour tous les goûts et chacun y trouve son compte, du boursier à l'amateur de mots croisés sans oublier le sportif et l'intellectuel (!). Voilà la recette des bonnes recettes !

Pour la partie plus proprement si j'ose dire « politique » de son journal, l'équipe Capgras procéda du même dynamique éclectisme. Nous cherchions la « ligne » et avons surtout trouvé des courbes et des volutes, lesquelles n'arrivent tout de même pas à cacher la véritable nature antisociale de la feuille, là, on peut être tranquille ! On y voit des articles férocement pro-atlantiques, d'autres tièdement anti, la page quatre s'est même payée un Morvan Lebesque au rabais : un certain Dominicus joua en effet les non-conformistes pendant quelques numéros, avec de-ci de-là une petite pointe de révolte juste assez pour figurer le révolutionnaire de service indispensable à tout directeur prévoyant. Pas vrai, Georges Altman ? Mais le Dominicus montra le bout de l'oreille tricolore en pondant un article sur l'Indochine et rappela avec émotion qu' « il y aura sept ans, les égorgeurs de Giap assassinaient dans Hanoï des femmes et des enfants » et si ce Monsieur l'affirme, cela a été alors que ce qui est faux, bien sûr, c'est le bombardement de Haïphong par les canons du général Valluy et l'épouvantable massacre de civils vietnamiens en résultant, c'est le napalm sur les paillotes, c'est aussi le scandale des piastres.

Là, « Dimanche-Matin fit étalage du style maison. Petites médisances, sous-entendus, insinuations, on mobilisa tout contre la commission d'enquête et ses recherches, pourtant peu nerveuses. Aujourd'hui, on se félicite à la chronique « A bon entendeur » (page quatre, toujours) de la condamnation de Delpuech, ben voyons ! C'est d'ailleurs en cette même chronique que parut l'écho sur le *Lib* et dont un certain Dr Guillotin est le glorieux signataire. Les ragots venimeux de ladite chronique vous ont d'ailleurs un petit fumet de chantage qui rappellera aux aînés la belle époque d'avant guerre, avec ses candides « Gringoire » et ses Luchaires en fleur.

Mais insister serait inutile et cruel pour la patience du lecteur. Nous n'avons pu donner qu'un aspect condensé de cette littérature journalistique qui n'ose pas dire son nom. Nous, on lui en donne un et même plusieurs : journal ennemi de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, roquet aboyant aux chausses de Laniel, mais fidèle soutien gouvernemental, voici « Dimanche-Matin » ! Publicité gratuite, M. Capgras, avouez que c'est une affaire.

CHRISTIAN.

La grève des P.T.T.

(*Suite de la première page*)

de trahir en s'accrochant à celle du 25 décembre. Quant à la C.F.T.C., jésuitiquement, elle se contenta... de laisser toute liberté à ses militants tout en condamnant le mouvement parce qu'il se produisait pendant les fêtes religieuses !

Et lorsque au 25 décembre, la base, dans les services en grève (bureaux-gares, ambulants), décida de poursuivre l'action et réclama son extension en une grève totale des P.T.T., non seulement F.O. et C.F.T.C. continuèrent leur travail de sape, mais les dirigeants C.G.T., à la surprise du plus grand nombre, affaiblirent le mouvement en se limitant à un vague appel à l'action et à la solidarité. Il nous faudra, dans les jours à venir, peser les responsabilités et dénoncer les véritables motifs politiciens qui ont dicté l'attitude des diverses centrales.

La grève, qui n'a pu s'étendre donc, s'effiloche. Et pourtant, ce n'est pas cet aspect matériel du recul qui est le plus grave. Ce qui est grave, c'est le découragement que le jeu des dirigeants risque de produire chez les éléments les plus combatifs de la corporation.

Pourtant, nous ne désespérons pas. La situation matérielle qui est faite aux travailleurs des P.T.T. les lancera de nouveau dans la lutte. Forts de leurs expériences successives, ils sauront mieux dicter leur volonté aux Centrales. Et ils pourront compter sur l'influence accrue de nos militants qui, chaque jour, gagnent la confiance de leurs camarades de travail.

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

BÉRIA

(*Suite de la première page*)

nal, « Le Libertaire », pour annoncer et affirmer que, Staline mort, la politique russo-stalinienne continuait.

Il est indéniable, et sans vouloir jouer les prophètes, que l'U.R.S.S. sera de plus en plus secouée par des remous internes.

L'exécution de Béria, c'est le triomphe de l'armée, de la caste des généraux et des maréchaux de l'U.R.S.S., c'est une victoire réactionnaire, car dans tous les pays, et l'U.R.S.S. ne peut pas en être évincée, l'armée est le pilier de la réaction.

C'est-à-dire que Malenkov s'appuie momentanément sur la partie la plus rétrograde de la nation.

Malenkov, suivant les conseils et digne disciple de Staline, entend peut-être se faire décréter généralissime, et, une fois le titre conquis, et les fonctions, reprendre en main le pouvoir politique, dont le ministère de l'Intérieur est le plus sûr garant.

Ce n'est, peut-être, que contraint et forcé qu'il a dû sacrifier Béria. Mais, pour arriver à ses fins, Malenkov n'a pas hésité. L'armée, en U.R.S.S., a toujours été jalouse du pouvoir détenu par les politiques, mais elle ne pouvait rien contre cela, Staline ayant eu l'astuce de s'en faire nommer le chef suprême.

Le clan des généraux semble aujourd'hui triompher, mais dès que Malenkov aura atteint son but, il n'est pas impensable que quelques généraux subissent le sort de Béria, sans toutefois « envisager officiellement » la réhabilitation de ce dernier.

Le triumvirat, né après la mort de Staline, n'aura eu qu'une durée éphémère. Il ne pouvait en être autrement et, pour asseoir sa puissance, nul doute que Malenkov prépare de nouvelles charrettes.

La politique de l'U.R.S.S., en son régime intérieur, est liée particulièrement à la victoire d'un clan sur l'autre Ce qui provoque de temps en temps des renversements brusques, des virages souvent dangereux et parfois mortels pour tous ceux qui n'ont pas la souplesse adéquate, ou bien, pris à leur propre jeu, se trouvent dominés par la tournure des événements, en oubliant bien souvent qu'ils ont creusé leur propre tombe.

Béria, le premier flic de l'U.R.S.S., a été pris au piège que lui a tendu Malenkov.

La riposte du peuple marocain

(*Suite de la première page*)

lutte. Comme en Indochine et en Tunisie, sabotages et guerillas prennent la place des grèves et des manifestations beaucoup trop coûteuses en vies humaines pour les opprimés (voir résultats de la journée du 8 décembre 1952 à Casablanca).

Les colonialistes, une fois de plus, ont été incapables de comprendre l'éveil de la conscience nationale du peuple marocain. Cet éveil de la conscience nationale s'acompagne dV'une aspiration au s'accompagne d'une aspiration au bien-être et à la liberté, nous l'avons vu, et rien ne peut l'arrêter surtout pas les brimades et les exécutions. Le colonialisme reste impuissant face au sabotage. La police organise des rafles monstres et quotidiennes dans tous les grands centres marocains et les campagnes. Elle n'a pas enregistré, selon ses propres aveux, une seule dénonciation. Cela prouve que le mouvement de résistance est approuvé par tout un peuple.

Les premières victimes sont « les collaborateurs » dont la conduite docile assure la continuité du régime d'oppression.

Les conseillers français en affaires musulmanes voyaient dans ces collaborateurs « les apôtres du nouveau messie démocratique ». Le Pétain marocain a ses Laval et ses Doriot : Ceux-là tombent les premiers!

On parle aussi d'une organisation antiterroriste comme il y en a une en Tunisie (La main rouge). Cette organisation se confond avec la police. Même « Le Figaro » semble formuler cette hypothèse. Voici ce qu'il publie au sujet de la disparition mystérieuse du garagiste Abdesslem ben Kirane :

« Il ressort des déclarations faites par Abdelai ben Kirane, frère de Abdesslem ben Kirane, le garagiste disparu hier matin de sa villa siuée dans le quartier du Polo, à Casablanca, que : 1° cette disparition a été précédée, à 7 h. 30, de la visite d'un « mokkaden », ou chef du quartier, qui demanda où se trouvait ben Kirane alors absent; 2° que celui-ci a été emmené à 8 h. 30 par un Européen qui lui a montré sa plaque de police en présence de ses fils, de sa fille et de son jardinier; 3° qu'il a été entraîné dans une voiture qui stationnait, aux dires de plusieurs témoins, depuis quatre heures du matin à proximité; 4° que la gendarmerie n'a enregistré la plainte déposée par Abdelai ben Kirane que sur l'intervention des autorités administratives de Casablanca.

« Si ces déclarations sont exactes, nous nous trouvons vraisemblablement en présence d'une affaire policière. A moins qu'il ne s'agisse de faux policiers. »

Les politiciens et les militaires qui décidèrent, il y a huit ans, l'attaque de Hanoï ne prévoyaient pas le soulèvement général de tous les peuples du Viet-Nam. Ceux qui ont ordonné les massacres de Casablanca, il y a un an, ne comptaient pas non plus avec une prise de conscience si active et si rapide du prolétariat marocain.

La bourgeoisie précipite sa ruine, court au suicide, aussi bien en France que dans « l'Union Française ». Devant un tel fait la solidarité prolétarienne internationale, l'union des peuples exploités et colonisés doit être plus que jamais active.

Retenons la leçon que nous donne le prolétariat d'Afrique du Nord. Sa prise de conscience nationale se mue progressivement en prise de conscience révolutionnaire. Le destin d'un nouveau peuple se joue/ A nous de contribuer à le faire le plus beau possible.

La réponse d'un peuple

Appelant à la répression, « L'Echo du Maroc » a écrit récemment : « Nous en sommes arrivés au stade chirurgical. Il faut crever la plaie, tailler et désinfecter. »

On « taille » depuis des années au Maroc. Des centaines de Marocains ont péri, des milliers sont déportés et la Résistance ne s'est pas découragée.

Voici quelques exemples fournis en partie par des correspondants du « Lib » :

Manifestations et Arrestations

Manifestations importantes à Salé et Meknès. Arrestations massives continues. Semaine du 10 au 17 novembre : train lapidé à Oued Zem, dégâts matériels et arrestations. Ferme brûle à Boulhaut ; tribu mobilisée pour combattre le feu. A Ain Chok, auto de M. Biliarnani saute ; hors d'usage. Accidents d'auto très nombreux dus au sabotage. Mammeri refuse le poste à lui offert et retourne en Algérie. Arrestations à Casa, Marrakech et Sousse. La police prétend qu'il s'agit de terroristes. Le terrorisme continue. Plusieurs confirmations de traîtres assassinés, dont le boucher de Casa, Moulay Zidane. A Casa, incendie dans le magasin d'électricité, 24, rue Villers-Cotterêts, très importants dégâts. Confirmation des nominations d'Abdellatif Tazi comme juge à Tanger, Ismaël Drissi à l'Istinaf, Abdelkebir Zittani, délégué aux Affaires sociales, et le capitaine Moulay Bouazza, délégué au Commerce, en remplacement de Berrada, qui devient adjoint du Grand Vizir pour les Affaires économiques.

Attentats à Fez

L'iman Si Driss ben Omar Ben Souda a été assassiné en plein jour par une balle de revolver qu'il reçut dans la nuque. Il était âgé de 55 ans. Il fut tué au moment où il regagnait son domicile, après avoir présidé la prière à la mosquée du Rcif. On pense que l'agresseur devait venir de Casablanca.

Cierges brûlés

A l'occasion du Mouloud, le nouveau Sultan, Ben Arafa, avait exprimé son désir de voir réinstaurée la procession de Salé, avec des cierges. Celle-ci avait été abolie depuis trois ans par Sidi Mohammed V. Donc, un maalem de Fès, Ben Chekroun, fut chargé de préparer les cierges avec leur décoration. Malgré les injonctions de l'Istiqlal, l'artisan fabriqua ce qui lui avait été commandé : un incendie s'est déclaré dans sa boutique, brûlant complètement celle-ci, avec toutes les bougies qu'elle contenait. Dégâts matériels très élevés. Un bidon d'essence a été trouvé sur les lieux. Les auteurs de l'incendie n'ont pu être appréhendés.

Attentats à Casablanca

Le 25 décembre, une bombe explose au marché central de Casablanca. Plusieurs autorités sont tuées. Le 25 décembre, dans cette même ville, un inspecteur de police a été blessé d'un coup de revolver et une automobile a été détruite par l'explosion d'un engin placé sous la carrosserie.

Cette liste est très incomplète et s'allonge tous les jours.

Chez les autres

France-soir et plus particulièrement sa célèbre commère invitent leurs lecteurs à jouer au jeu des analogies qui consiste à bâtir une seconde phrase avec le complément phonétique de la première. Apportons notre contribution personnelle à ce divertissement familial :

— Un couteau affilé. M. Joseph Peyré aussi.

— Le professeur de l'Ecole de Guerre enseigne. Par voie de conséquence, le soldat aussi.

— Un complet de confection est tout fait. Le scandale des piastres aussi.

— Le gros colon africain est gorgé. Le fellah aussi.

— Le bel écu.

Le petit jeu de *France-soir* aussi, etc.

Cinq mille francs de fichus (mille francs par réponse publiée). N'ayons pas trop de regret : *France-soir* ne les aurait (peut-être) pas publiées...

D'après l'*Aurore*, la cocoïnomane Simone Théry, buveuse de sang professionnelle à l'*Humanité*, aurait depuis cinq ans un pied-à-terre à Lurs.

Il y a de ces coïncidences que vous laissent rêveur.

Nous sommes heureux de signaler à nos lecteurs que le vidame Bidault n'a pas eu de nouveaux malaises (oui, ça s'appelle comme ça) ces temps derniers ; par contre la lipotymie (le malaise du vidame Bidault était une lipotymie et la lipotymie n'est pas un synonyme d'euphémisme comme certains mauvais esprits le pourraient penser, mais une sorte de paralysie) ; par contre, disions-nous donc, la lipotymie a saisi un grand nombre de ses collègues au moment de prendre un bulletin à son nom aux Six-jours de Versailles (Six-jours qui ont failli tourner au Tour de France).

L'Aurore et le *Figaro* viennent de s'attacher deux fantaisistes professionnels. Comme si les rédacteurs habituels de ces deux estimables confrères ne suffisaient pas pour faire rigoler le monde.

R. CAVAN.

P.-S. — Il n'est pas donné à tout un chacun d'éprouver des surprises en lisant sa propre prose, et, quand on a tenté d'amuser les lecteurs, rigoler soi-même en relisant son article dans le journal, vous avouerez que ce doit être un plaisir assez rare.

Ce plaisir est réservé tous les quinze jours aux rédacteurs du *Lib*.

Lire « brochures » où vous avez écrit « brocheuses », « pour » à l'endroit où vous aviez soigneusement rayé « ou », « corne » pour « borne », etc..., voilà notre sort.

Il y a des coups de pied (fraternels mais énergiques) dans la coquille qui se perdent.

Noël et les travailleurs

(*Suite de la première page*)

Eclaboussant cette misère, méprisant la pauvreté de la classe laborieuse, un luxe insolent s'étale impudemment. Dans certaines boîtes le prix d'un menu atteignait jusqu'à 20.000 fr. par personne.

Certains dépensent en un soir ce qu'un ouvrier et sa famille ont besoin pour vivre pendant plusieurs mois.

Les trafiquants, les profiteurs de tout poil, les patrons peuvent vraiment ce qu'on appelle réveillonner et s'en donner à cœur joie. A eux les « feuilletés de sole », les dindes truffées.

Mais toute cette richesse provocante n'est faite que de la sueur des autres, du travail des ouvriers qui en ce moment doivent se mettre la ceinture. Cela n'est qu'une conséquence du mode actuel de production qui fait que « l'accumulation de richesse a un pôle entraîne accumulation de pauvreté, de souffrance, d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même ».

Demander une répartition plus équitable des produits à la production capitaliste ce serait demander à une rivière de remonter vers sa source. Cette production est soumise à l'heure actuelle à une crise de plus en plus irrésoluble.

Le seul recours, non pas pour la résoudre mais simplement pour la retarder, est la transformation de l'économie de consommation en économie de guerre. Or la condition nécessaire pour que cette transformation se réalise réside dans la possibilité de réduire encore et toujours le niveau de vie des travailleurs.

Mais ceux-ci ont assez d'être exploités ; ils ont assez de connaître la misère et de voir pendant ce temps les fainéants et les oisifs se goberger. Au mois d'août ils ont montré leur force à ceux qui pour sauver leur régime pourri d'exploitation veulent imposer le fascisme et la guerre. Depuis les ouvriers sont loin d'avoir désarmé. Actuellement le mécontentement se manifeste partout, des grèves se déclenchent, pétitions et manifestations se succèdent. Un climat de luttes et d'agitations sociales règne présentement et ne demande qu'à s'étendre. Les déshérités ont compris qu'il n'y a rien à attendre des hypocrites promesses des gouvernants pas plus qu'il ne faut se fier aux dirigeants réformistes et staliniens. Eux seuls, guidés par les Communistes Libertaires toujours à l'avant-garde de la lutte de classe, pourront par l'action révolutionnaire assurer leur émancipation définitive et écarter à jamais le cauchemar de la misère.

Le nouveau pantin est élu

(*Suite de la première page*)

furent même prêts pendant un certain moment à réélire Auriol, bien que celui-ci soit partisan de la C.E.D. Comme on pense, de l'autre côté, on n'est pas resté inactif. Les émissaires du Vatican ont fait tout leur possible pour faire désigner un homme de la droite, ou de préférence du M.R.P.

Ainsi ce sont les vieilles divisions qui sont réapparues ces jours derniers à Versailles, ce sont les querelles traditionnelles qui ont de nouveau passé au premier plan sur l'arène politique.

Cette élection a été l'occasion de manœuvres honteuses, de conciliabules, d'achats de voix dans les couloirs. Faits d'ailleurs toujours en honneur dans les « démocraties » bourgeoises. Mais certains personnages se sont particulièrement distingués par leur attitude scandaleuse.

Par ses intrigues le triste sire Le Troquer a écœuré ses collègues eux-mêmes! (Il s'est fait sifflé.) Il a fait tout son possible pour saboter la candidature de Naegelen avec qui il a une vieille inimitié. Le passage sans répit du 12e au 13e tour a notamment provoqué l'indignation.

De son côté Laniel s'est particulièrement ridiculisé par son insistance entêtée et indécente. Cette obstination, qui a été le sujet de gorges chaudes n'en a pas moins une signification. Le président du Conseil, épaulé par son digne frangin, s'est cru au marché, mais par là même, il a, pour une fois, fait preuve d'intelligence et compris vraiment la nature de l'enjeu. La République est bien le régime idéal des B.O.F. et des maquignons.

*

Finalement les parlementaires après avoir imprudemment étalé leur inconscience, leur sectarisme et leur bassesse ont trouvé une majorité. Ils ont fait un choix qui satisfait tout le monde ou plus exactement qui ne mécontente personne.

De tout cela se dégage une conclusion. Le régime bourgeois, en but à des contradictions profondes et irrésolubles, a atteint un point extrême de dégénérescence. Pendant plus d'une semaine l'agonie du parlementarisme, le pourrissement intense du régime se sont étalés en plein jour. La politique française sombre dans le ridicule le plus achevé : après les Bermudes ce sont les exploits des guignols de Versailles.

Cette incapacité, cette incohérence du régime actuel n'est que le reflet superficiel d'un mal profond qui ronge ses racines mêmes, qui ébranle dangereusement ses bases : son économie en pleine crise, le désarroi de plus en plus grand de son système de production.

La population a montré un vif mécontentement, une colère sourde devant la stupide comédie de Versailles. Beaucoup de députés ont en même temps pris conscience et ont vu que le régime était à deux doigts de sa perte. Aussi comme le choix d'un arbitre s'avérait impossible, ils ont opté pour une solution d'attente : désigner un président modéré, dont on se débarrassera au moment opportun, c'est-à-dire lorsque les conditions seront réunies, lorsque la situation sera mûre pour instaurer une dictature. En résumé l'élection de Coty doit être considérée comme un pas de plus vers la droite et le fascisme.

Mais ce serait compter sans la vigilance du prolétariat. Celui-ci a, au mois d'août dernier, affirmé sa volonté de refuser la dictature. Il a montré sa puissance, ses capacités, son admirable combativité. C'est en suivant les militants du Communisme Libertaire dans la lutte de classes et l'action révolutionnaire jusqu'à l'écrasement du système pourri d'exploitation, qu'il assurera son triomphe, le triomphe de la Révolution Sociale.

8e REGION
LYON-VILLEURBANNE

La C.N.T. espagnole de Lyon organise, à son siège, 286, avenue Emile-Zola, une conférence le samedi 16 janvier, à 20 h. 30.

Le camarade *Lavorel*, de la F.C.L., traitera : « Le communisme libertaire ». Appel est fait aux sympathisants.

FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

2e Région (Groupe Durutti)

Amis lecteurs
Sympathisants de notre organisation

Venez tous à notre permanence que le Groupe Durutti tiendra le dimanche 3 janvier, à 10 heures, afin d'envisager les moyens de lutte et la coordination de tous nos efforts dans le combat social.

Rendez-vous avec nos vendeurs à la criée au métro Porte de Clignancourt.

Le Groupe Durutti de la F.C.L.

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e
F. ROCHON, imprimeur.

PROBLÈMES ESSENTIELS

Matérialisme historique ou marxisme ?

LE matérialisme historique, nous l'avons montré, ne doit pas être confondu avec le matérialisme vulgaire qui fait de l'homme, purement et simplement, un produit des circonstances. Le matérialisme historique tient compte, en effet, de l'activité humaine, de la volonté, il repousse la détermination *ipso facto*, mécanique, des manifestations de l'histoire — faits ou idées, phénomènes sociaux, politiques — par les conditions économiques ; il repousse tout automatisme, toute unilatéralité, et sur ce point Engels par exemple est fort net (il écrivait à Bernstein : « Le développement économique, juridique, philosophique, littéraire, artistique, etc..., s'appuie sur le développement économique. Mais tous réagissent, ensemble et séparément, l'un sur l'autre et sur la base économique »). Le matérialisme historique, dialectique, n'est donc ni un volontarisme absolu, ni un fatalisme. Seuls, les critiques de mauvaise foi ou les ignorants ont pu le prétendre.

Le matérialisme dialectique valorise la volonté mais non l'arbitraire. D'autre part, il donne toute son importance à la lutte des classes face à un humanisme qui la nie. C'est pourquoi les Bakounine, les Cafiero, les J. Guillaume, et avec eux tous les pionniers du communisme libertaire, se trouvèrent sur ce plan d'accord avec Marx et Engels. Jamais ce ne furent les problèmes philosophiques qui les séparèrent et Bakounine qui fut le premier à polémiquer contre l'idéalisme de Mazzini et même de Proudhon, reconnut la valeur de l'apport de Marx avec autant d'honnêteté et de franchise qu'il combattit ses théories sur les problèmes de l'organisation, de l'Etat, de la tactique révolutionnaire. Et, moins loin de nous, dans « Dictature et révolution, p. 162-163 », Fabbri écrivait : « Il serait erroné de prendre le marxisme comme terme de différenciation entre l'anarchisme et le socialisme. On peut être théoriquement anarchiste et marxiste... En fait, théoriquement, il n'y a pas toujours eu absolue incompatibilité, dans les idées des divers écrivains socialistes et anarchistes, entre anarchisme et marxisme ».

Nous ne pourrions faire à Fabbri qu'un reproche, celui d'employer le terme équivoque de marxisme.

*

Le marxisme, en effet, qu'est-ce donc ? S'il s'agit du matérialisme historique, le terme est impropre, et Marx est un de ceux qui l'ont défini, mais il ne l'a pas inventé, il l'a exprimé sans négliger l'apport de ceux qui l'ont précédé et H. Lefebvre lui-même, pourtant marxiste et stalinien, reconnaît l'importance de ce que Marx a pris chez Proudhon en ce qui concerne les luttes de classes. Avec Marx et après lui, Engels a apporté au matérialisme dialectique autant sinon plus que son ami. D'autres depuis, comme Plekhanof, puis Gramsci ont apporté des contributions importantes, et ainsi que le faisait remarquer encore H. Lefebvre, on ne devrait pas plus dire le marxisme à propos du matérialisme dialectique qu'on ne dit le pasteurisme pour désigner la biologie.

S'il s'agit des études économiques de Marx, le mot marxisme est encore impropre. Marx a apporté des analyses, tiré des lois que l'on peut reconnaître ou non (en ce qui les concerne, Bakounine qui le traduisit le premier en russe et Cafiero qui en donna un abrégé, le premier aussi, en italien, admiraient « Le Capital » comme une œuvre de savant extrêmement précieuse).

Mais on ne voit pas pourquoi une théorie économique qui peut être acceptée par des esprits qui s'éloignent de Marx sur d'autres plans, serait appelée « marxisme ». On peut dire, au plus, « l'économie marxiste ».

Ce n'est, finalement, que sur le plan politique, que le mot « marxisme » aurait un sens. Encore les thèses de Marx ont-elles oscillé entre l'Etat jacobin et la Commune, et trop de dirigeants politiques se sont-ils parés du titre de marxistes, depuis le syndicaliste Georges Sorel jusqu'à Lénine, en passant par Guesde et Kautzki, pour couvrir des points de vue souvent opposés. Et nous ne parlons pas ici des dissidents qui quelquefois n'ont plus rien de marxiste sur le plan politique, mais se rapprochent du communisme libertaire.

En tout cas, que l'on emploie ou non le terme « marxisme », il n'existe pas de lien direct, nécessaire, entre le matérialisme historique et le « marxisme » politique et nous pouvons être en désaccord avec les principes politiques du « marxisme » tout en nous recommandant du matérialisme historique.

*

Mais c'est au nom même de notre conception matérialiste de l'histoire que nous pouvons réfuter les tendances politiques « marxistes » telles qu'elles se manifestent dans l'histoire du mouvement ouvrier. D'ailleurs, la différenciation entre nos théories et le courant marxiste dans le mouvement ouvrier se manifesta, dans la Ire Internationale, à une époque où les militants libertaires s'inspiraient sans hésitation du matérialisme historique.

Et les principes politiques essentiels de l'anarchisme, en opposition aux tendances marxistes, peuvent ainsi se résumer :

1. D'abord la classe, puis le parti qui n'en est que l'expression : ce parti, c'est l'organisation politique, le mouvement anarchiste ou mouvement communiste libertaire spécifique. Cette conception s'oppose aux tendances bureaucratiques, centralisatrices dans le mouvement ouvrier, et c'est au nom du matérialisme que nous critiquons l'idéalisation du « parti » comme groupe élu d'idéologues et de politiciens inspirés.

2. Action de classe révolutionnaire sur le terrain des rapports économiques, opposée aux pratiques légalitaires, parlementaristes. Là encore, opposition d'une thèse matérialiste à la vieille politique bourgeoise qui se situe sur le plan stérile des luttes politiques superficielles.

3. Antiétatisme quant au problème du pouvoir : nécessité de conquérir par l'action directe le pouvoir réel pour ces masses. Conception matérialiste opposée à la conception idéaliste, métaphysique, d'un pouvoir politique transitoire pour réaliser le socialisme.

Il apparaît donc clairement que la conception matérialiste historique — qui d'ailleurs est implicite dans la Déclaration de Principes, la base idéologique de la F.C.L. — est non seulement conciliable avec le communisme libertaire mais qu'elle fait corps avec lui. S'il est, parmi nous, des camarades qui se déclarent idéalistes, c'est en réalité, pour la plupart, une question de langage ou de sentiment et non de théorie. Par contre, nous l'avons déjà fait remarquer dans un article précédent, ceux qui fondamentalement se sont laissés gagner par l'idéalisme philosophique d'un Benedetto Croce par exemple, disparaissent du mouvement ouvrier, privés de ce guide sûr qu'est le matérialisme dans la lutte contre l'ennemi de classe, dans la critique des marxistes officiels, et aussi devant toutes les questions que pose la réalité.

Georges FONTENIS.

Document

AVANT-PROPOS DE JAMES GUILLAUME

à sa traduction en français de

L'ABRÉGÉ DU "CAPITAL"

de Carlo CAFIERO (extrait)

Nous donnons cet extrait de l'Avant-Propos, que James Guillaume écrivit pour sa traduction française de l'Abrégé du Capital de Cafiero.

Rappelons que Bakounine traduisit le premier, en russe, le Manifeste communiste *et le* Capital. *Et ce fut encore un libertaire, Cafiero, qui donna de l'œuvre de Marx un Abrégé en italien. Et encore un des nôtres, James Guillaume, qui contribua puissamment à la diffusion en France des études économiques de Marx, en traduisant l'Abrégé de Cafiero, après avoir, avec cette honnêteté intellectuelle scrupuleuse qui le caractérisait, relu le texte original de Marx en allemand et la première traduction française, celle de J. Roy.*

L'extrait de l'Avant-Propos que nous publions montre que même le plus odieux sectarisme des partisans de Marx n'empêcha pas Cafiero de continuer à travailler pour que soit connu le « Capital », alors même qu'il était un adversaire déclaré des méthodes et des doctrines politiques de son auteur.

Il apparaît clairement, ainsi que le « Problème Essentiel » ci-contre l'expose, que les points qui séparèrent libertaires et marxistes, furent des conceptions différentes des rapports entre les révolutionnaires et les masses, fondamentalement le problème du pouvoir, et, en conséquence d'importantes questions de tactiques, mais que ce ne furent ni des questions philosophiques, ni des méthodes d'analyse sociologique, historique, économique.

« On croira difficilement, aujourd'hui, qu'au moment où Cafiero et ses amis étaient enfermés dans les prisons du gouvernement italien à la suite de leur généreuse tentative (1), des insulteurs qui se disaient *socialistes* les couvrirent d'outrages. Jules Guesde, alors collaborateur du *Radical*, de Paris, les bafoua dans les colonnes de ce journal, les appelant « les fuyards de Cerreto », et essayant de faire croire que la grande majorité des socialistes italiens répudiaient toute solidarité avec eux.

Le *Vorwärts*, organe central du Parti de la *Sozial-Demokratie* d'Allemagne, prétendit que l'insurrection n'avait rien de commun avec l'Internationale, et que les insurgés étaient « de simples malfaiteurs » (*einfaches Raubgesindel*).

Un journal de Palerme, le *Povero*, dans lequel écrivait Malon, se distingua par son langage ignominieux à l'adresse de nos amis.

Malon envoya en outre au *Mirabeau*, de Verviers, une correspondance calomnieuse à laquelle Andrea Costa, indigné, répondit en prenant énergiquement, la défense de ses camarades emprisonnés. Enfin, dans la *Tagwacht* de Zürich, organe du *Schweizerischer Arbeiterbund*, Hermann Greulich insinua que Cafiero, Malatesta et leurs compagnons étaient des « agents provocateurs », et fit un rapprochement entre les internationalistes italiens et les *blouses blanches* de l'Empire.

C'est pendant que cette presse, où écrivaient des sectaires méchants ou aveugles, lui jetait de la boue, que Cafiero, dans sa prison, entreprit de rédiger, pour ses camarades italiens, un abrégé du *Kapital* de Marx, que personne ne connaissait encore en Italie.

Cafiero, comme tous les socialistes révolutionnaires italiens et espagnols, comme la plupart des socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, de la Suisse française, de Russie, d'Amérique, avait lutté contre l'esprit autoritaire de Karl Marx, et avait refusé de laisser établir dans l'Internationale, la dictature d'un homme. Mais il rendait hommage à la science du penseur allemand; et il eût certainement contresigné ces paroles écrites par Bakounine à Herzen, en octobre 1869 : « Je ne saurais méconnaître les immenses services rendus par Marx à la cause du socialisme, qu'il sert avec intelligence, énergie et sincérité depuis près de vingt-cinq ans, en quoi il nous a indubitablement tous surpassés. Il a été l'un des premiers fondateurs, c'est assurément le principal, de l'Internationale, et c'est là, à mes yeux, un mérite énorme, que je reconnaîtrai toujours, quoi qu'il ait fait contre nous ». Bakounine et Cafiero avaient le cœur trop haut pour permettre à des griefs personnels d'influencer leur esprit dans la sereine région des idées. Et c'est ainsi qu'il arriva que la première traduction russe du *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels fut faite par Bakounine en 1862; que la première traduction russe du *Kapital* fut commencée par Bakounine en décembre 1869 (on sait que l'intervention malheureuse de Netchaïef l'empêcha de continuer); et que ce fut Cafiero qui entreprit le premier, en 1877, de faire connaître le grand ouvrage de Marx à l'Italie.

(1) Insurrection dans la province de Bénévent (5-11 avril 1877).

Poursuites et arrestations des Anarchistes

de la Fédération Agraire en Bolivie

APRES les succès de Santa Rosa de Arapata, la Fédération Agraire de La Paz (organisation ouvrière de caractère libertaire) publia un manifeste intitulé : « Maintenant à nous de parler », dans lequel les camarades donnaient leur point de vue au sujet de la réforme agraire imposée par le gouvernement.

Les paysans de la région, en accord avec les solutions proposées par nos camarades dans le manifeste en question, passèrent immédiatement à l'occupation et collectivisation des terres. Acte que le gouvernement fit réprimer craignant pour le reste du pays la contagion de cette attitude.

Il est à noter le geste des troskystes du P.O.R. qui, sous prétexte de la liberté d'expression, profitèrent de l'occasion pour noyauter la Fédération Agraire au seul bénéfice de leur parti.

A part le déchaînement de la réaction gouvernementale ; ces derniers jours le ministre des Affaires paysannes, en signe de protestation, envoya sa démission à la C.O.R. (Central Obrera Bolivienne) et au gouvernement sa démission de ministre. La justification de cette démission fut le travail de sabotage et de dénigrement de la révolution nationale entrepris par différents secteurs politiques et courants opposés. Entre autre il signale les communistes, phalangistes, troskistes, anarchistes, et souligna notamment le plus connu de tous, Modesto Escobar, qu'il accuse en plus de son travail révolutionnaire au sein des paysans, d'avoir reçu de l'argent.

A noter aussi que pour conserver les bonnes grâces du gouvernement actuel, les troskystes, un peu avant les accusations que lança le ministre, déclarèrent dans une réunion de la centrale ouvrière par la voix de leur chef Edwin Moller qu'on ne pouvait pas imputer au P.O.R. l'agitation de Modesto Escobar vu que ce dernier était un militant anarchiste.

De sorte que depuis, l'activité répressive du gouvernement et cela grâce à la position centriste des troskystes, est uniquement centrée sur notre mouvement qui supporte tout le poids de la réaction gouvernementale et cela pour avoir occupé les terres sans attendre que les lois les y autorisent.

Pas mal de nos camarades sont arrêtés et d'autres sont sur le point de l'être, parmi lesquels se trouve Modesto Escobar, déjà emprisonné plusieurs fois. Le gouvernement et ses alliés troskistes se heurtent au prestige que détient ce camarade dans les milieux syndicaux et aussi bien dans les champs qu'en ville.

*

A l'assemblée de la Centrale ouvrière de Bolivie, Lallo Chaves accusa à nouveau, comme il l'avait déjà fait à la réunion du P.O.R. troskiste et au P.S., comme un des coupables des événements de Arapata, le camarade Modesto Escobar.

A la même assemblée, José Fellmann Villarde, un des leaders du M.N.R., et Ela Campero, dirent que : « Etant donné que le petit groupe anarchiste militant à la C.O.B. était plus dangereux que le groupe communiste, il serait nécessaire de faire disparaître tous les agitateurs qui, comme Modesto Escobar, attentaient contre « la révolution nationale ». Pour résoudre ce conflit, il fut nommé une commission composée de deux communistes, d'un membre du M.N.R. (Mouvement gouvernemental et un autre pour enquêter sur les faits.

Cette commission devait fonctionner à Coripata le vendredi suivant le jour de la réunion citée ci-dessus. Mais les composants apprirent que le ministre Nallo Chaves y était allé le jeudi avant eux et cette commission ne fonctionna pas à Coripata. A une séance postérieure un membre du M.N.R. qui présidait cette séance fit comme s'il ne prêtait pas d'importance à cette affaire et expliqua qu'on devait oublier la chose pour éviter un conflit qui pourrait naître entre représentants des travailleurs et la C.O.B.

Il est bon de signaler que les déclarations des camarades paysans membres de la Fédération Agraire Départementale, emprisonnés à Arapata à la suite des événements de cette localité et qui sont actuellement détenus à la prison de Papuotico, furent publiées dans la presse locale d'une manière tendancieuse, selon le caprice des éternels serviteurs de l'Etat, qui prétendirent que les calomnies du ministre Nallo Chaves étaient fondées. Trois camarades qui sortirent de la prison de Panoptiquo nièrent les déclarations que leur avaient prêtées la presse. Tous les camarades emprisonnés ou déplacés sont menacés de mort s'ils retournent à Corifata où d'ailleurs le Syndicat agraire a été dissout sur l'ordre du gouvernement.

En général les paysans ne suivent pas de plein gré dans le pays les réformes très timides proposées par le gouvernement qui tente de placer le M.N.R. à la tête de leur syndicat, cela après avoir emprisonné les meilleurs, comme Cirillos Ramos, Nicassio Cardosso et les plus audacieux. C'est le cas à Coripata, ainsi que pour le Syndicat de la Fédération Agraire départementale de la Paz, mais la riposte des travailleurs s'organise et ce n'est pas les persécutions qui empêcheront les idées d'avancer.

L'AFRIQUE CONTRE LE COLONIALISME

Le front mondial prolétarien est bien en marche

EN Tunisie, l'agitation couve, alimentée par le marasme économique et social (la hausse du coût de la vie, loyers augmentés) ; des grèves ont éclaté dans les mines, à l'arsenal de Ferryville ; les cheminots et postiers exigent l'arrêt des licenciements Les travailleurs agricoles se joindront certainement aux prolétaires des villes, dans le mouvement d'envergure qui se dessine

Malgré la fusillade, le bagne, la déportation, d'autres Ferhat Hached se lèvent ! Au Maroc, la dictature crée la nécessité du terrorisme, conséquence inéluctable de l'oppression.

Le 21 septembre la grève se déclenche de Guinée, pour un objectif immédiat et d'importance dans ces régions d'A.O.F. : l'application stricte, réelle, du Code du Travail.

Le mouvement, dès le départ, affecte la quasi totalité des travailleurs du secteur privé et des auxiliaires de l'Administration, et s'étend en octobre en Mauritanie, pour atteindre ensuite un caractère de pointe les 3, 4 et 5 novembre, le mouvement étant généralisé en Guinée, en Mauritanie, au Sénégal.

Les paysans indigènes aident activement les grévistes en lutte, et les nouvelles de la grève cheminent à travers la forêt vierge, la savane, par une multitude de fils que l'Administration militaire est bien incapable de contrôler ! Au Niger, au Dahomey, en Côte-d'Ivoire, au Soudan, partout en A.O.F., l'agitation couve, persiste depuis juillet. Dakar se signale dans la lutte, et les fonctionnaires africains se solidarisent parfois avec les auxiliaires d'administration et leurs camarades du secteur privé.

En Guinée, la grève se poursuit depuis deux mois. Konakry est le centre de la lutte ouvrière, et le mouvement est suivi par 20.000 salariés. Ici le colonialisme infecte et rapace a encore assassiné un travailleur, Mamadou Diallo, abattu en pleine rue, à bout portant, par un Européen ; on brime, on arrête les responsables syndicaux, mais l'action du peuple africain d'A.O.F. fait reculer le colonialisme qui a peur, consterné devant cette prise de conscience, que l'application du Code du Travail exige :

— Application de la semaine de 40 heures payées 48 heures, soit une augmentation horaire de 20 %.

— Abrogation des arrêtés locaux instituant des dérogations inadmissibles à la durée légale du travail.

— Loi du travail sur la réparation des accidents et maladies professionnels.

Bien que voté par l'Assemblée Nationale il y a un an, le Code du Travail a été systématiquement saboté, inappliqué par le patronat et l'Administration colonialiste. Nous ne pouvons que nous associer au communiqué C.G.T.-C.F.T.C. des cheminots de Guinée :

Camarades travailleurs, ne vous laissez pas prendre aux belles promesses d'un gouvernement qui fait cause commune avec le patronat pour refuser de vous appliquer le Code du Travail.

Maintenez et renforcez votre grève et ne comptez que sur votre union et votre action pour faire aboutir l'application de la loi...

Voici un tableau comportant le paiement et la majoration obligatoire des heures supplémentaires selon les taux arrêtés par les lois du travail en vigueur :

TABLEAU DES SALAIRES HORAIRES EN AFRIQUE NOIRE

Ce tableau publié par le journal « Marchés Coloniaux » ne comporte que les salaires de la première zone de chaque territoire qui se limite à une ou deux villes importantes. Dans tout le reste de la « brousse », les salaires horaires restent à 7 francs, et parfois 6 francs, seulement l'heure. Les colonialistes s'empressent de préciser qu'il s'agit de francs C.F.A. Un franc C.F.A. vaut deux francs français. Mais ils oublient de dire que les produits importés valent plus cher en Afrique en francs C.F.A. qu'ils ne valent en France en francs français :

Territoires	Salaires horaires
Sénégal	27 fr. 15
Guinée	20 fr.
Côte d'Ivoire	19 fr. 25
Dahomey	20 fr. 16
Niger	10 fr. 75
Haute-Volta	12 fr. 25
Soudan	16 fr. 90
Mauritanie	19 fr. 55
(limites du Sénégal)	

La lutte que mènent les travailleurs d'A.O.F. est également dirigée contre le racisme qui fait des Africains un prolétariat sous-exploité : l'indigène perçoit un salaire six ou sept fois inférieur à celui des travailleurs européens ! Les colons, les industriels et autres valets du colonialisme se lamentent, s'indignent, craignent cette prise de conscience des Noirs qui menacent de rompre désormais la digue du colonialisme ; d'autre part, ces mêmes « civilisateurs » constatent amèrement l'état arriéré de l'ensemble économique de l'A.O.F. considéré jusqu'à présent comme un réservoir de matières premières, sans création d'industries de transformation ; son expansion est liée à l'apport de capitaux et de techniciens, sans lesquels aucune perspective révolutionnaire capable d'amener le communisme libertaire soit réalisable.

La lutte d'émancipation des peuples coloniaux se situe, de par ses ligues de forces ouvrières, dans la ligue de front unique, mondial, prolétarien ; un front mouvant avec ses reculs inévitables qui sont autant d'expériences profitables dans la lutte pour l'indépendance nationale aujourd'hui, pour l'émancipation totale demain.

Et si aujourd'hui la lutte pour l'indépendance revêt obligatoirement un caractère nationaliste, il faut en approfondir et en élargir le sens pour saisir le développement historique et logique des peuples colonisés.

Soutien réel et critique donc de nos camarades africains, mais seule l'éjection pure et simple du colonialisme ne résoudrait point l'ensemble du problème ; à ce moment-là on pourrait craindre une « occupation » économique par un impérialisme ; tel est le cas de l'Amérique du Sud sous l'emprise U.S.

Seule la révolution communiste libertaire dans les pays industriellement développés (Europe-U.S.A.) pourrait apporter la solution du développement économique, pour la pleine émancipation des travailleurs africains.

Salut et solidarité à nos camarades des peuples coloniaux.

MICHEL.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à Robert Joulin, 145, quai de Valmy, Paris-Xe
C.C.P. 5561-76

Pour vos commandes de Librairie, consultez toujours le dernier numéro du journal paru.

Les prix indiqués sont compris, franco de port. L'achat direct à notre Librairie entraîne une réduction de la valeur du prix des tarifs postaux.

THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme libertaire	G. Fontenis	70
La Révolution inconnue	Voline	520
Histoire de la Commune	Lissagaray	645
Histoire de la Commune de Marseille	Olivesi	330
Histoires des Bourses du Travail	Pelloutier	345
Principes fédératifs	Proudhon	230
Le Socialisme romantique	Ovans	345
Histoire du Mouvement ouvrier (3 t.)	Dolléans (1er t.)	745
— —	— (2e t.)	820
— —	— (3e t.)	1170
Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (1er t.)	820
	— (2e t.)	1120
Mémoires d'un révolutionnaire	V. Serge	645
L'affaire Toulaev	—	645
Le Manifeste communiste	K. Marx	360
L. Feuerbach : Sur le Matérialisme historique	Engels	290
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat	—	285
Anti-Dühring (3 tomes)	—	610
L'Allemagne contemporaine 1890-1918	E. Vermeil	840
— — 1918-1950	—	1000
Juin 36	J. Danos	580
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc	870
Les expériences syndicales en France de 1939 à 1950	—	540
Le parti travailliste de Grande-Bretagne	F. Renaudeau	285
La Chine du Nationalisme au communisme	J.-J. Brieux	650
Histoire du Viet-Nam	P. Devillers	950
Viet-Nam. Sociologie d'une guerre	P. Mus	950
Histoire des démocraties populaires	F. Fejtö	950
Lénine, Trotsky, Staline	B.-D. Wolfe	630
Les Américains	G. Gorer	390
La tragédie du Marxisme	M. Collinet	420
La jeunesse de Lénine	B.-D. Wolfe	420
Vie et mort de Staline	Fisher	645
Les femmes dans l'Histoire	O. Wormser	930
Le syndicalisme révolutionnaire, Paul Delesalle	J. Maitron	580
Guerre de classes	C. Berneri	110
Le juif anti-sémite	C. Berneri	110
Pour vaincre la peur	A. Bevan	540
Ou va le peuple américain ?	D. Guérin	645
Si l'Allemagne avait vaincu	R. Robban	465
Essai sur les trahisons	A. Thérive	550
Le syndicalisme dans l'Enseignement	Ec. Emanc. t. 1	175
	— t. 2	115
Bakounine	Kaminski	375
Vie et mort des corporations	J. Jacques	115
Jacques Roux, le curé Rouge	M. Dommanget	115
L'ère de l'Impérialisme	R. Louzon	90
La Révolution russe	R. Luxembourg	50
Réforme et Révolution	—	115
Marxisme contre Dictature	—	50

ROMANS

En gagnant mon pain	M. Gorki	375
Ma vie d'enfant	—	315
Colin-Maillard	R. Neumann	560
Sur les pas de Morell	—	735
L'enquête	—	360
Les deux sœurs	D. Rolin	420
Les marais	—	420
Sinclair Lewis	B. Merriday	295
Voyage sans carte	G. Greene	585
L'Agent secret	—	480
La Statue de sel	A. Memmi	595

TROIS NOUVEAUTES

Le trafic des piastres	J. Despuech	780
Moscou sous Lénine	A. Rosmer	645
Histoire du Mouvement ouvrier	Dolléans (3e t.)	1170

Pour les commandes de romans, nous signalons que nous pouvons expédier n'importe quel ouvrage (non inscrit sur notre liste) sous un délai de dix jours, en nous indiquant l'auteur et le nom de l'éditeur.

LES LIVRES

LA CLÉ DES CHAMPS

d'André BRETON

C'EST un recueil, parfaitement présenté, de près de quarante textes d'André Breton, textes parmi lesquels les lecteurs du *Libertaire* retrouveront avec un intérêt tout particulier le manifeste « *Pour un Art révolutionnaire indépendant* », et cette « *Claire Tour* » qui parut dans le *Libertaire* il y a deux ans et qui permet à André Breton de manifester sa vive sympathie pour nos idées, exprimant même une profonde parenté entre le surréalisme et l'anarchisme tel que nous le définissons : le véritable socialisme, l'expression des aspirations des masses exploitées vers la société sans classes, sans Etat. On trouve aussi dans le recueil « *Flagrant Délit* » dont nous avons rendu compte dans le *Libertaire*, à sa parution au cours de l'été 1949. Enfin, dans « *Limites non frontières du Surréalisme* », le lecteur retrouvera une conception du matérialisme dialectique (p. 16 et 17) tout à fait semblable à celle que nous défendons ici et que Breton montre comme parfaitement compatible avec le surréalisme.

Editions du Sagittaire, 795 fr.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et

LES LUTTES OUVRIÈRES

L'unité et le syndicalisme universitaire

Programme et position de " L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE "

LES instituteurs ont été appelés à désigner les 15 et 16 décembre leurs délégués au Conseil syndical. C'est sous le signe de l'unité d'action, dans le respect de l'indépendance et de la démocratie syndicale, que l'Ecole Emancipée a présenté sa liste et son programme.

Etant donnée la situation actuelle du corps enseignant, cette unité s'impose de plus en plus. Des contacts étroits avec les autres catégories de fonctionnaires et avec la classe ouvrière deviennent une nécessité. La restriction de nos droits, la diminution constante de notre pouvoir d'achat, la dépendance de plus en plus grande du corps enseignant par rapport au pouvoir politique, la misère de l'école publique, les atteintes à la laïcité justifient l'orientation choisie. Devant cette poussée de la réaction, seule une action commune et efficace s'impose.

Ces mois derniers, la Fédération de l'Education Nationale était à peu près la seule capable de réaliser cette unité en définissant avec les autres centrales syndicales un programme pour une même action. Or, rien de sérieux n'a été tenté dans ce domaine. Bien au contraire, les dirigeants réformistes soutenus sur ce point par les staliniens ont repoussé toutes les propositions faites à ce sujet : en particulier celles formulées par les délégués Ecole Emancipée au Congrès Fédéral de 1952 pour le principe d'une Conférence nationale de la Fonction publique et en février 1953 dans le but d'une manifestation en commun avec la classe ouvrière (pour la commémoration du 12 février 34).

Les grèves d'août ont ouvert de larges perspectives, mais le mouvement lancé par les dirigeants de la F.E.N. le 9 novembre n'a pas permis une reprise de l'action. Ceci s'explique d'ailleurs parfaitement par la manière dont les majoritaires ont engagé cette action. Tout d'abord, leur décision brusque a surpris dans l'ensemble les syndiqués. Un temps de préparation de 3 semaines s'est avéré totalement insuffisant. D'autre part, l'irrésolution des dirigeants de la F.E.N. et du S.N.I., leur hésitation, les revendications essentiellement corporatives, le manque de prise de contact avec les autres syndicats font que toute extension de la grève était impossible.

Nous devons considérer cette grève comme un avertissement et mettre à profit l'agitation qu'elle a provoquée pour permettre à un ample mouvement social de se développer. La F.E.N. doit favoriser l'apparition des conditions nécessaires à la reprise de cette action. C'est pour cette raison que les membres de l'Ecole Emancipée ont proposé la réunion d'une conférence générale des fonctionnaires. Par conséquent, pour que l'unité puisse se faire, pour qu'elle puisse être durable, il faut qu'elle soit fondée sur un programme précis et clair d'action et de revendications : revalorisation des traitements, défense de l'Ecole Publique, en particulier sur le plan laïque et sur celui des libertés menacées.

Le syndicalisme universitaire aura un rôle capital à jouer dans les luttes à venir. Il doit être au premier plan de la lutte de classe. C'est sur la plateforme de l'unité, sur la base des principes présentés par notre tendance à laquelle l'initiative de l'action reviendra fatalement, que le corps enseignant et avec lui l'ensemble des travailleurs pourra passer à l'offensive, regagner le terrain perdu et remporter la victoire définitive.

Les Educateurs Libertaires de l'Ecole Emancipée.

Une seule politique : UNE POLITIQUE OUVRIERE !

LA C.G.T. est la filiale du P.C.F.,, F.O. est la succursale du Parti S.F.I.O. La C.F.T.. est sœur du M.R.P. La C.G.S.I. est à la remorque du gaullisme et du patronat. Telles sont les réponses qui vous seront faites de la part de celui ou de tous ceux qui se servent de prétextes faciles pour ne rien faire mais qui ne dénigrent pas les « avantages » obtenus par l'une ou l'autre de ces Centrales Syndicales. Avantages qui assouvissent trop souvent les égoïsmes particuliers.

La lutte n'est pas franche entre ces Centrales. Elles se livrent quotidiennement un combat à l'exemple des luttes électorales. Inévitablement, prédominent leurs passions *partisanes*. Elles ne peuvent évidemment camoufler que leur défense « *outrancière* » des ouvriers est liée, et très intimement, soit a un parti politique déterminé, soit au régime social actuel basé sur l'exploitation.

En somme, chaque Centrale Syndicale est assujettie à la politique du parti qui la supervise et la domine. L'utilisation actuelle des mots *libres, indépendants* et *autonomes*, n'est qu'une vaste escroquerie et une fausse appellation d'origine.

Toute l'action de ces Centrales portent donc une marque distincte. Elles engagent dans le combat social chaque partie de la classe ouvrière qu'elles contrôlent que suivant une politique servant le parti qu'elles représentent.

Il en est ainsi pour la C.G.T. aux ordres de Moscou par l'entremise du Bureau politique du P. C., pour la C.G.T.F.O. dépendante de la S.F.I.O. mais plus encore de l'A.F.L. (American Federation of Labour), pour la C.F.T.C. et la politique du Vatican, pour la C.G.S.I. avec l'alliance capital-travail chère à de Gaulle qui ne perd pas l'espoir de revenir au pouvoir à la faveur d'un putsch fasciste, favorisé par l'armée et avec l'aide, comme l'avènement du fascisme s'est produit en Italie, en Allemagne avec une certaine base ouvrière représentée par cette C.G.S.I.

Est-ce à dire que les composants de ces diverses Centrales sont complices de leurs leaders ? Dans une certaine mesure, ils permettent qu'il en soit ainsi.

L'anticommunisme, le virus le plus mortel est à la base de F.O. et de la C.G.S.I., falsifiant ainsi l'histoire et le commnuisme même, sachant pertinemment que le P.C.F. et la C.G.T. ne sont qu'une caricature bourgeoise du véritable communisme. Cette haine du communisme les conduit à la haine antiouvrière. Les faits sont là pour nous donner que trop raison et faire le jeu des faux communistes du P.C.F. et de la C.G.T.

L'antiaméricanisme domine à la C.G.T. et est lié aux évolutions de la politique internationale déterminée au Kremlin. La C.G.T. lancera les adhérents dans une grève si les conséquences politiques servent Moscou ; par contre, elle freinera toute action, comme en août, si l'Est tend à un rapprochement avec l'Ouest en démontrant la cohabitation pacifique sur l'univers du capitalisme et du « communisme ».

L'inaction est une lâcheté

TOUT ce que nous venons de définir semble donner raison aux réfractaires, à tous ceux qui se refusent d'agir pour tous les motifs qeu nous avons invoqués ci-dessus. Tous vous diront : « Il n'y a pas d'issue, nous sommes le jouet de ceux-ci ou de ceux-là, nous sommes des pions sur l'échiquier politique et les joueurs sont des tricheurs patentés. »

Encore, toutes ces raisons ne sont pas valables pour s'excuser de ne rien faire.

Ne rien faire C'EST TRAHIR. Désespérer, c'est le suicide à brève échéance et se rendre complice d'une défaite ouvrière.

Une issue, un espoir

QUE les Centrales Syndicales se livrent actuellement à un jeu politique criminel envers la classe ouvrière, ne doit pas inciter à l'abandon, bien au contraire. Toutes ces trahisons concertées, tous ces dérivatifs du vrai problème social ne sont faits que par les leaders aidés par quelques aspirants arrivistes.

Une politique nouvelle, une politique essentiellement ouvrière, porte déjà ses fruits, celle dont peut s'honorer notre Fédération Communiste Libertaire, car elle n'est pas dictée par des considérations nationales ou internationales en faveur de tel pays ou de tel autre, en faveur du bloc russe ou du bloc américain, mais par le souci constant des militants ouvriers de notre organisation, qui, chaque jour dans le combat social, ont mis en commun le fruit de leurs actions, de leurs pensées, de leurs réalisations.

Si les militants de la Fédération Communiste Libertaire sont de plus en plus écoutés et suivis dans les usines, ateliers ou bureaux, c'est qu'ils représentent exclusivement les aspirations de leurs camarades de travail. C'est que leur action est désintéressée, c'est qu'ils se montrent les plus honnêtes, les plus loyaux, les plus francs, les plus solidaires.

Par une politique concrète, liée aux problèmes quotidiens du social, nos militants ouvriers ont fait de la Fédération Communiste Libertaire le pôle attractif du mouvement ouvrier et la seule organisation capable de réunir tous ceux pour qui la lutte sociale est une nécessité afin que soit annihilées toutes les forces d'exploitation et de coercition sous quelque forme qu'elles se déguisent.

Notre devoir, à nous militants de la F.C.L. est de réveiller les engourdis et d'éviter une retraite anticipée dans les tours d'ivoire de la détresse.

La F.C.L., un espoir,
une issue,
une réalité.

LIB

ELBEUF

Action contre le chômage

600 TRAVAILLEURS du textile sont en chômage dans l'agglomération elbeuvienne. Ceux qui ne sont pas encore touchés font 24 ou 36 heures par semaine pour un salaire de 4.000 fr. Chaque semaine, une nouvelle fournée reçoit avec sa paie son certificat d'employeur. L'Office de placement compte 200 inscriptions non satisfaites et refuse les nouvelles.

Chacun parle de crise et propose des solutions :

La C.G.T. clame très haut que le chômage est la conséquence de la rupture des relations commerciales avec les pays de l'Est.

Chastellain, député indépendant de la Seine-Inférieure, promet à une délégation d'ouvriers à laquelle il a « bien voulu » accorder un quart d'heure d'entretien, de rechercher des commandes de chef militaire pour les usines elbeuviennes, ce qui provoque des protestations véhémentes de la part des ouvriers qui n'entendent pas travailler pour la guerre et être payés avec l'argent de leurs impôts.

La solution est ailleurs : alors que des métiers sont stoppés depuis des mois, on voit les tisserands elbeuviens vêtus misérablement. Le tissu est devenu si cher que le travailleur fait durer son vêtement jusqu'à l'extrême limite. Ce n'est donc pas le manque de débouchés qui provoque la crise.

Le patronat se frotte les mains : aucune perte pour lui. Les tissages à Elbeuf sont des filiales des centres textiles du Nord. Pendant que le chômage règne chez nous, les usines de Roubaix font 50 heures par semaine. Dans quelques mois, jorsque les syndicats textiles du Nord décideront d'entreprendre une action pour amélioration des salaires, le travail commencera à manquer et les délégués seront, comme par hasard, les premiers renvoyés. A Elbeuf on proposera du travail à condition que les ouvriers acceptent de conduire 2 métiers au lieu d'un pour le même salaire.

Le patronat crée de telles conditions pensant qu'elles rendront les grèves impossibles et, de fait, la tentative du mois d'août s'est soldée par un échec.

Les camarades libertaires ont créé un comité groupant les délégués syndicaux, dans le but d'entreprendre la lutte ; mais ils se heurtent à l'apathie des travailleurs, lassés par les échecs successifs.

Pourtant, les premiers jours de 1954 vont peut-être voir le réveil de la combattivité ouvrière dans cette région. 30 ouvriers licenciés à la filature Masurel ont décidé de refuser de quitter leur poste et nos camarades vont s'efforcer de décider le personnel des autres usines à leur prêter main-forte.

Le groupe communiste-libertaire d'Elbeuf.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à
tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.
C.C.P. Robert Joulin Paris 5561-76

Les grèves tournantes au service du patronat

Les travailleurs de l'imprimerie LANG DONNENT UNE LEÇON aux dirigeants syndicaux

LA Fédération du Livre (Section Labeur) ordonna il y a une quinzaine de jours une grève tournante dans toutes les imprimeries. Celles-ci furent atteintes plus ou moins. Une seule cependant, l'imprimerie Lang, Blanchong et Cie, fit la grève totale.

La direction de cette imprimerie, devant la continuité de la grève, décida de licencier le personnel gréviste et en particulier vingt délégués de l'entreprise choisis pour leur activité syndicale.

En agissant ainsi, la direction envisageait, si son mauvais coup avait réussi, à réembaucher les 200 ouvriers que compte cette entreprise à un tarif inférieur, sauf bien entendu les 20 exclus.

La totalité des ouvriers de chez Lang ne l'entendirent pas de cette oreille et se solidarisant avec les 20 exclus décidèrent la continuité de la grève jusqu'à satisfaction complète, c'est-à-dire, réintégration de tout le personnel sans exception.

La grève dure depuis le 17 décembre, et nous nous plaisons à féliciter la combativité de tout le personnel qui, syndiqué ou non, lutte sans défection.

Cette volonté de lutte des travailleurs de chez Lang donnera peut-être à réfléchir aux dirigeants des syndicats et surtout à la Fédération du Livre. Sa décision en ce qui concerne la pratique des grèves tournantes a été vouée à l'échec et ne peut conduire qu'à la défaite. Les grèves tournantes permettent au patronat de déplacer, dans une certaine mesure, le travail.

Certaines publications importantes sont prêtes à évacuer les imprimeries parisiennes pour avoir la sécurité dans leur parution régulière. Les grèves tournantes sont dirigées contre la classe ouvrière et nous trouvons très bizarre l'attitude des dirigeants de la Fédération du Livre C.G.T. qui se targue d'une certaine solidarité au sein de leur organisation, mais dont leur action présente brise implacablement celle-ci.

Apprendront-ils un jour que l'on va à la bataille en rangs serrés contre le patronat et non dispersés.

L'unité dans l'action seule peut faire front aux prétentions patronales.

C. D. (Correspondant).

Pour le soutien du " LIB "

SOUSCRIVEZ

La navigation aérienne :

Secteur méconnu de l'aviation

en grève !

L'EXPANSION prodigieuse de l'avion, diminuant les distances, bouleversant les moyens de transports, modifiant l'aspect géographique, économique, social de la terre, pose de multiples problèmes d'organisation spéciaux, propres à l'aéronautique. La navigation et la circulation des aéronefs nécessitent — hors le personnel nécessaire à l'entretien, réparation de la flotte aérienne — un corps de spécialistes qui, sur les aérodromes (tour de contrôle, radar, gonio V.H.F. homing, etc.) et dans la nature même (postes gonios fixes), sont chargés de guider, renseigner, régler les atterrissages et décollages des appareils, aidés en cela par le personnel du contrôle régional (au nombre de trois en France) qui suivent les avions en vol, leur ordonnent, le cas échéant, des changements de cap, d'altitude, etc.

Astreints à une permanence continuelle de jour et de nuit, pour un travail nécessitant une tension nerveuse vigilante, ne supportant pas d'erreur, leur est demandée constamment — et en particulier lorsque les conditions météorologiques sont défavorables — malgré les plus récentes et modernes installations radioélectriques, la navigation toujours difficile.

Les salaires s'étalent de 25.000 à 35.000 fr., des agents aux contrôleurs de la navigation et circulation aériennes.

Alors, ils sont bien placés les tenants du pouvoir et la presse à leur dévotion pour s'insurger contre le fait que ces travailleurs, crevant de misère, aient le droit de faire grève.

A. THEVENON.

A travers la Presse Ouvrière

Libération du Monde ouvrier du 12 décembre est-il un hebdomadaire vraiment digne des intérêts et des aspirations ouvrières, ou bien correspondant réellement aux vices bureaucratiques des responsables confédéraux syndicaux ?

« *La masse ouvrière aussi a ses parasites et notre propos aujourd'hui est d'attirer l'attention sur un mal qui ronge le mouvement syndical en particulier et le mouvement ouvrier en général : les inorganisés ! !... »*

Pourtant ces mêmes inorganisés... « ce qui dépasse les bornes, c'est que ce Syndicat des Mécontents du syndicalisme se voit maintenant offrir des postes dans les comités d'unité d'action », etc...

Libération du Monde ouvrier est un « curieux » représentant des travailleurs ! Loin de nous l'idée de rejeter les inorganisés dans le camp des parasites ; ajoutons toutefois que les parasites se glissent dans *Libération du Monde ouvrier*.

Travail et Liberté, des syndicats dits indépendants, à l'occasion du 3e Congrès national, pose le problème de l'unité d'action et le résout à sa manière petite bourgeoise :

« *Il est un fait que l'unité organique de la classe ouvrière, dans une seule centrale syndicale, doit être pour longtemps considérée comme impossible.* »

Alors que proposer à cette classe ouvrière pour tenter de l'unifier dans l'action ?

« *Nous n'accepterons pas de participer à un mouvement déterminé par des motifs politiques.* »

Qu'est-ce que l'apolitisme syndical ? Ami lecteur nous te renvoyons au *Libertaire* qui a traité du problème récemment, et les indépendants au diable.

Force Ouvrière du 3-12 parle de productivité, bien que semblant dénoncer la C.G.T. qui donne sa caution, par la voix de son bureau confédéral, à la déclaration suivante lors de la 4e session d'études sous la direction de l'Organisation internationale du Travail tenue à Genève :

« *La Fédération française du Bâtiment, affiliée à la C.G.T., a refusé, jusqu'à présent, de participer à la campagne de productivité organisée en France. Contrairement à ce qui est dit dans le numéro de septembre 1953 de la Revue internationale du Travail, ce refus n'est ni définitif, ni motivé par la structure économique actuelle de la France.*

« *Il suffit de rappeler qu'au lendemain de la Libération, la C.G.T. et la Fédération du Bâtiment ont appelé les travailleurs à produire davantage pour assurer le relèvement de la Nation.* »

Force Ouvrière se reconnaît également dans cette politique, attitude de collaboration de classes.

En tout cas, l'opinion exprimée est rigoureusement semblable à celle de notre Confédération telle que définie par ses congrès.

Le Peuple du 1er-12 nous offre de curieuses conceptions sur l'unité et les Comités d'action.

Frachon, au Congrès de l'U.D. de la Seine, déclarait :

« *Des millions de travailleurs ont conscience que par leur unité ils sont capables d'imposer les changements profonds auxquels ils aspirent.* »

Les bureaucrates du bureau confédéral vont-ils se mettre :

« *Alors, camarades, au travail* », comme termine le même Frachon ? Non, car s'arrête là les directives, mots d'ordre capables de rallier la classe ouvrière autour d'un programme immédiat, dans une active attitude et tactique face aux exploiteurs.

Le Bureau confédéral C.G.T., comme F.O., C.F.T.C. et autres, ne veut pas, rejette, fuit la réalisation de l'unité ouvrière ; bien qu'apparemment pour les Comités d'unité d'action, ce sont des comités artificiels que les bureaucrates syndicaux voudraient imposer aux travailleurs ; ceux-ci seraient soumis au Comité qui ne serait donc pas leur instrument de lutte ; que l'on en juge :

La résolution générale précise que les Comités d'unité « démocratiquement élus, se trouveront placés sous le contrôle permanent des travailleurs ; ils les consulteront sur chaque décision à prendre, plaçant ainsi l'unité à l'abri des manœuvres de division.

« *Considérant que cette exigence essentielle n'exclut pas les discussions avec les organisations C.F.T.C. et F.O. en vue d'actions communes.*

Les travailleurs répondront : classe contre classe et convocation des Assises nationales des Comités d'unité d'action.

Michel MULOT.

Les bénéfices camouflés

COGETRAVOC (Cie de Constructions Générales et de Travaux Publics). — De 150 à 200 millions de francs par la création de 10.000 actions de numéraire. Autorisation d'élever le fonds social à 250 millions de francs par incorporation de réserves.

BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE). — De 150 à 300 millions de francs, en premier lieu par incorporation de réserves et élévation du nominal des actions de 1.000 fr. à 1.200 fr., et en second lieu par émission d'actions de 1.200 fr. nominal.

TRAMWAYS DEPARTEMENTAUX DES DEUX-SEVRES. — De 4.500.000 fr. à 10 millions par émission de 2.200 actions.

ACCUMULATEURS FULMEN. — Par élévation de 3.750 à 5.000 fr. du nominal des actions.

BAZAR DE L'HOTEL-DE-VILLE. — Par élévation de 3.000 à 5.000 fr. du nominal des actions.

BLANCHIMENT DE LA CELLULOSE. — Par élévation de 3.750 à 7.500 fr. du nominal des actions.

ECONOMATS DU CENTRE. — De 180 à 240 millions par attribution d'actions gratuites de 5.000 fr (1 pour 3).

MAGONDEAUX-B.R.C. — Par attribution d'actions gratuites.

MARBRIERE DE PARIS. — De 11.700.000 à 19.500.000 fr. par incorporation de réserves.

SAGEM. — Par élévation de 3.750 à 5.000 fr. du nominal des actions.

SCHÆFFER. — Par élévation de 2.000 à 3.000 fr. du nominal des actions.

BANQUE IMMOBILIERE ET COMMERCIALE. — De 500 millions à 1 milliard de francs, en une ou plusieurs fois, soit par émission d'actions de numéraire, soit par incorporation de réserves.

ETABLISSEMENTS LUCHAIRE. — De 320.760.000 fr. à 427.680.000 fr. par incorporation de 106.920.000 fr. prélevée sur les réserves. Corrélativement, le nominal se trouve porté de 3.750 fr. à 5.000 fr.

Ets L. DELIGNON. — 1° De 2.750.000 francs par prélèvement sur la réserve extraordinaire et création de 27.500 actions de 100 fr. destinées à être remises aux titulaires de 5.000 parts ; 2° De 35 millions par émission d'actions de numéraire.

ISOREL. — De 520 à 780 millions de francs par répartition d'une action gratuite pour deux anciennes.

MINES DE BORRALHA. — De 25 à 125 millions de francs par élévation du nominal des actions de 100 à 500 fr.

Sté D'APPLICATIONS HYDRAULIQUES. — De 500 millions de francs au maximum, en une ou plusieurs fois, soit par émission d'actions de numéraire, soit par incorporation de réserves et élévation du nominal des actions.

ENTREPRISES A. MONOD. — De 400 à 500 millions par incorporation d'une somme de 100 millions prélevée sur la réserve de réévaluation et création de 20.000 actions nouvelles de 5.000 francs, et distribuées aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour quatre anciennes regroupées.

AMI LECTEUR !

Deviens correspondant du "LIB"

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB ».

P.-S. — *Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.*

Une lettre au *Libertaire*

Chers Camarades,

Au nom des camarades du « Comité d'Initiative pour des Assises Nationales pour l'Unité d'Action Syndicale » je vous remercie bien sincèrement pour l'insertion, dans votre journal, d'un compte rendu traduisant les aspirations qui se sont matérialisées lors de la Conférence unitaire du 13 décembre dernier.

Je suis chargé de vous informer qu'en raison des délais nécessaires à sa préparation — la plus sérieuse et la plus largement ouverte à toutes les centrales, syndicats ou syndicalistes de toutes tendances — le Comité a, unanimement, décidé de reporter la date de la prochaine Assemblée Nationale (primitivement prévue pour le 28 février) au 14 mars 1954.

Veuillez trouver ici, chers camarades, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.

Pour le Comité d'Initiative : R. DUMONT.